

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 07/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEMAG**

Pole d'activités Yvon Morandat  
1480 avenue d'Arménie  
13120 Gardanne

Références : CG-D-2025-0535 (référence à rappeler dans toute correspondance)  
SPR/2025/760  
Code AIOT : 0006401124

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/09/2025 dans l'établissement SEMAG implanté La Malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été réalisée dans le cadre de l'épisode de nuisances olfactives générées par l'installation au mois d'août 2025, suite à un incident d'exploitation. L'objectif était de réaliser un point d'avancement des actions engagées par SEMAG pour remédier à cette situation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEMAG
- La Malespine Route de Gréasque 13120 Gardanne
- Code AIOT : 0006401124
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Installation de stockage de déchets non dangereux autorisée pour 53 000 tonnes/an.

**Contexte de l'inspection :**

- Plaintes odeurs

**Thèmes de l'inspection :**

- Odeurs et détection de rejets diffus de méthane

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Emissions diffuses	AP Complémentaire du 25/06/2025, article 3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport d'incident	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R 512-69	Sans objet
2	Couverture journalière	Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.4.4.2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le plan d'actions correctives mis en place par l'exploitant pour remédier aux nuisances olfactives générées par l'ISDND doit se poursuivre. L'exploitant doit mesurer et analyser l'efficacité des actions mises en œuvre suite aux campagnes de mesures des émanations diffuses de méthane afin de détecter le plus en amont possible toute dérive du dispositif de captation du biogaz pouvant générer des nuisances. En effet, des fuites résiduelles ont été constatées d'une campagne à l'autre malgré les actions correctives apportées. Il est donc attendu de l'exploitant des actions complémentaires afin de renforcer l'efficacité du suivi en place.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rapport d'incident

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R.512-69
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Déclaration incident exploitation
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Une voisine de l'installation a prévenu l'inspection des installations classées, par mail du 12/08/2025, de nuisances olfactives depuis le soir du 08/08 jusqu'au 11/08/2025. Une seconde habitante a averti, via un signalement en date du 14/08/2025, de nuisances olfactives survenues pendant 5 jours en juillet 2025 et 4 jours sur la période du 01/08 au 12/08/2025.  L'exploitant a transmis à l'Inspection un mail daté du 12/08/2025 avertissant d'un problème d'exploitation à l'origine des nuisances olfactives et informant de travaux en cours pour y remédier.  L'exploitant, lors de l'inspection, montre un registre sur lequel l'ensemble des plaintes relatives à son exploitation sont enregistrées. L'exploitant précise l'origine et la cause de cet incident d'exploitation. L'origine est l'obstruction par condensat de la conduite principale reliant le casier en exploitation à la plateforme de valorisation des biogaz. Cette canalisation étant située sous un passage de circulation des camions, la canalisation est régulièrement déformée (tous les 6 mois) et a tendance, malgré un pompage des condensats, à s'obstruer. Pour remédier au problème, l'exploitant a fait intervenir un hydrocureur le 13 août 2025 pour déboucher la conduite, mais suite à une indisponibilité du réseau électrique, la canalisation n'a été débouchée qu'à partir du 14/08/2025.  L'exploitant s'engage à prendre une mesure préventive et systémique en programmant le passage d'un hydrocureur tout les 4 mois afin d'anticiper l'obstruction de cette conduite. En parallèle, il poursuit une réflexion sur les moyens envisageables pour renforcer l'intégrité de cette canalisation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Couverture journalière**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 31/08/2011, article 8.4.4.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Disposition contre les envols et odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b>  (...) A la fin de chaque journée, une couche de matériaux inertes est répandue sur les déchets pour limiter les envols. La quantité minimale de matériaux de couverture disponible en permanence sur le site, autre que celle nécessaire pour lutter contre un incendie, est comprise entre celle utilisée pour quinze jours d'exploitation (300 m <sup>3</sup> ) et 50 m <sup>3</sup> au minimum.
<b>Constats :</b>  La quantité de matériaux de couverture disponible à proximité de l'alvéole en exploitation est supérieure à 50 m <sup>3</sup> . L'Inspection a assisté au recouvrement des déchets par saupoudrage des matériaux fins afin de limiter les envols.  L'exploitant a informé, que certains lundis matin, des déchets réceptionnés peuvent avoir transité pendant 24 heures dans des centres de transfert, ce qui accentue le caractère odorant. Aussi dans ce cas les déchets sont recouverts aussitôt le déchargement des camions réalisé.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Emissions diffuses**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 25/06/2025, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs liées aux émissions diffuses
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant réalise une cartographie des émissions diffuses de méthane à travers les couvertures temporaires ou définitives mises en place, tous les trimestres. Dans le cas où ces émissions révèlent un défaut d'efficacité du dispositif de collecte du biogaz, l'exploitant prend les actions correctives appropriées dans un délai inférieur à 3 mois. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte chaque trimestre : <ul style="list-style-type: none"><li>• la cartographie trimestrielle ;</li><li>• la nature des actions correctives et des réparations des fuites liées ;</li><li>• le volume trimestriel de biogaz capté.</li></ul> Les résultats des cartographies sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés des informations sur les causes des émissions fugitives constatées (érosion, tassement, défaut d'étanchéité,...) ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées chaque trimestre.  Si l'évolution des données indique une diminution substantielle des émissions fugitives corrélée à une diminution des plaintes du voisinage alors la fréquence de réalisation des cartographies peut être adaptée, en accord avec l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  Le volume trimestriel de biogaz capté n'est pas indiqué dans les documents présentés. L'exploitant s'engage à y remédier.

Les derniers travaux de pose de drains de captage du biogaz date de janvier 2025.

Bien que la prescription de campagnes trimestrielles de mesures de rejets diffus date de juin 2025, l'exploitant réalise ces mesures à cette fréquence depuis plusieurs années.

L'exploitant a transmis les deux tableaux des actions entreprises et en cours, correspondant aux cartographies des émanations diffuses du 23/04 et du 07/08/25 (dates de la réalisation des prestations de détection du méthane diffus).

On observe, entre autres les points suivants :

- 1) Puits mixte alvéole 3.1 : entre les deux interventions, on constate que les travaux ne sont toujours pas finalisés et des émanations à + 5 000 ppm (échéance octobre 2025) ;
- 2) Fuites digues risbermes casier 2 : les travaux de recouvrement par patchs sont toujours en cours et on constate des émanations à + 3 000 ppm (échéance de fin de travaux prévue pour octobre 2025) ;
- 3) Puits biogaz : on constate plus de puits avec des émanations au 07/08/25 qu'au 23/04 (émanations à + 3 000 ppm). Reprise d'étanchéité à faire à la base des puits pour octobre 2025 et affinage des réglages) ;
- 4) Puits mixte 3.2 : situation identique en termes d'émanations aux deux dates soit + 5 000 ppm ;
- 5) Zone en exploitation : on observe toujours de nombreux points de rejets de diffus, mais avec une diminution des concentrations de méthane passant de 5 000 ppm au 23/04 à moins de 3 000 ppm au 07/08/25 (renforcement de la couverture provisoire sur les zones non exploitées, notamment en limite de l'alvéole en exploitation) ;
- 6) Puits mixte 2.2 bis : émanation de méthane à + de 5 000 ppm depuis le 23/04/25.

Conclusion des constatations :

Sur les 6 zones identifiées ci-dessus, il est indiqué dans le plan d'action correspondant à la cartographie du 23/04/25 le statut « FAIT » pour 3 actions. Or, on constate que les fuites de diffus sont toujours présentes au 07/08/25 malgré les actions correctives apportées pour remédier aux émanations.

Les actions correctives réalisées, dans un délai de 3 mois, paraissent insuffisantes. Notamment pour les puits mixtes, le constat de fuites de méthane très concentré, au regard des cartographies des années précédentes, perdure.

L'exploitant indique qu'une installation de stockage de déchets est une exploitation en évolution permanente, notamment le réseau de captage du biogaz lié au comblement croissant du casier.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit transmettre, sous 1 mois, une analyse temporelle des actions mises en œuvre au regard des 4 dernières campagnes de mesures des émissions diffuses de méthane.

Dans les situations où les actions correctives se révèlent inefficaces dans les 3 mois suivant la détection des fuites, des explications détaillées devront être fournies et des propositions d'actions complémentaires formulées.

Ce suivi des actions engagées et de leur efficacité est à pérenniser lors de chaque campagne.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois